

Quand l'Administration... joue les filles de l'air !

Montreuil, le 02 mars 2009.

Dans un courrier destiné au SNPES et adressé en copie à l'UNSA et à la CGT PJJ, Monsieur BEZAT, Directeur régional de la PJJ Ile de France, annonce mettre un terme à la commission de travail sur les restructurations et les redéploiements en cours à la PJJ. Cette commission avait pourtant été proposée à l'initiative même de la région PJJ IDF en accord avec les organisations syndicales représentatives !

Après les séances de travail des 12 et 18 février 2009, il n'y aura donc pas de réunion de cette commission le lundi 02 mars...

Pourquoi ce revirement ? Pourquoi cette politique de la chaise vide à l'initiative de la seule Administration ?

Les arguments mis en avant par le Directeur régional ne visent que le SNPES accusé de travestir la réalité et d'abuser les personnels en cette période pré-électorale forcément sensible. Politisation des enjeux ? Parti pris institutionnel ? Chacun se fera son opinion...

A la CGT PJJ, nous entendons assumer nos responsabilités et ne pas céder au jeu de l'instrumentalisation de tel ou tel. Nous rappelons très clairement que :

- Chaque organisation syndicale est responsable de ses choix comme de ses propos. Nos différences et nos divergences éventuelles ne sont pas un obstacle mais un gage de pluralisme, la garantie d'une offre syndicale plurielle pour tous les agents de la PJJ.
- Nous jugeons inadmissible de faire porter la responsabilité de la fin de la concertation à un syndicat alors que le tract visé n'est qu'un prétexte à l'administration pour se défausser de son devoir de concertation et d'information.
- La CGT PJJ offre une lecture syndicale nouvelle qui s'appuie sur une expérience et une expertise avérées. Dans le Public comme dans le Privé, la CGT a démontré sa capacité à comprendre les évolutions de la société et à défendre les salariés. Nous connaissons les droits des agents et entendons les faire respecter. Nous savons décrypter le mécanisme insidieux des réformes libérales en cours et nous jouons utilement notre rôle d'interface et d'opposition, chaque fois que cela s'avère nécessaire !

Les vrais enjeux sont là !

Les agents sont légitimement inquiets et il est désormais plus que nécessaire d'apporter des réponses concrètes aux multiples annonces de fermetures de services et

d'établissements sans oublier les redéploiements de postes du civil vers le pénal qui sont autant de confirmations des inquiétantes réorientations de notre Institution !

A la CGT PJJ, nous posons le débat et nous privilégions des réponses en cohérence avec les attentes des terrains. Nos revendications concernent aussi bien la défense de nos outils professionnels que celle des droits les plus élémentaires des agents !

La volte-face actuelle de l'Administration est pour le coup significative. C'est au moment où nous entrons dans les débats de fond sur la place de l'éducatif dans le champ judiciaire, au plus près des populations concernées sur les différents territoires, que l'Administration choisit de botter en touche.

Voilà la réalité...

L'Administration temporise honteusement et joue la politique du pire pour détourner les agents des véritables enjeux !

Comme le MEDEF aux Antilles, le Directeur régional de la PJJ (qui s'occupe également de l'avenir des DOM-TOM...) doit comprendre que sa responsabilité est désormais de rendre des comptes !

La CGT PJJ IDF exige d'être reçue dans les meilleurs délais. Le Directeur régional a laissé une petite porte entrouverte, NOUS ATTENDONS !!!

D'ici là et jusqu'au 17 mars, voter et faites voter pour la CGT PJJ !

Pour les CAP, les CTP et les CCP, le VOTE UTILE C'EST LE VOTE CGT !!!

Contacts IDF :

Philippe PETIT, Tél. : 06 64 49 04 62, Courriel : Philippe.Petit@justice.fr
Armand MALLIER, Tél. : 06 84 51 01 99, Armand.Mallier@justice.fr

----- ✂ -----

Coupon réponse à retourner à l'adresse indiquée !

Nom : _____ Prénom : _____
Résidence administrative : _____
Adresse : _____
Tél. : _____ E-mail : _____ @ _____
 Je souhaite être régulièrement informé(e) des actions de la CGT PJJ.
 Je souhaite adhérer à la CGT PJJ.
 Je désire vous poser la question suivante :